

Note d'information

## 06

AUTEUR: Kate Dooley



Mesurer le carbone dans les forêts est reconnu comme étant difficile, l'absorption de celui-ci variant en fonction du temps et le carbone forestier étant stocké dans le sol.

Image: Bigfoto

## Faisons les comptes : les crédits forestiers et leur effet sur les marchés du carbone

**Malgré la pression continue exercée par certains pour que les forêts soient intégrées dans les mesures de commercialisation du carbone dans le cadre du futur accord international pour le climat, la recherche démontre de plus en plus clairement que l'attribution d'un prix au carbone forestier ne suffira pas à sauver les forêts ou à protéger le climat et pourrait donner lieu à des accaparements massifs des terres, qui affecteraient négativement les populations forestières. Cette note d'information présente les dernières recherches concernant l'impact du commerce des crédits de carbone forestier sur les marchés du carbone, et les effets consécutifs sur les forêts et le climat.**

Cette note conclut qu'une réforme politique directe exercerait l'effet le plus significatif sur la réduction des émissions de carbone et que la mise en œuvre du mécanisme REDD sur les marchés du carbone ferait chuter le prix du carbone ou ne générerait pas les fonds requis pour exercer un impact notable sur les taux de déforestation. Une fois diminué, le prix du carbone n'inciterait plus à investir dans la technologie permettant de réduire les émissions de carbone : celles-ci augmenteraient et empêcheraient d'atteindre un pic en 2015 et une diminution drastique par la suite. Sauf si les pays industrialisés s'engagent à réduire les émissions pour 2020 à hauteur d'au moins deux fois les ambitions fixées actuellement, l'utilisation du commerce du carbone pour financer les efforts pour réduire la déforestation va considérablement augmenter le risque de dépasser les 2°C de hausse de la température, avec tous les dangers que cela implique, y compris le dépérissement de la forêt.

## Introduction

Alors qu'il peut sembler évident que les discussions autour des mesures pour réduire les émissions dues à la déforestation et à la dégradation (Reduce Emissions from Deforestation and Degradation - REDD) devraient se focaliser sur la façon de mettre un terme définitif à la déforestation, celles-ci semblent s'être concentrées jusqu'à présent sur l'origine des fonds. FERN a produit différents rapports examinant les moteurs de la déforestation, dont un est intitulé "Eviter la déforestation et la dégradation: Marcher sur la corde raide menant au succès".<sup>1</sup> Nous pensons également qu'il est nécessaire d'étudier attentivement les approches de financement pour garantir que les actions en vue de réduire la déforestation réalisent leurs objectifs à long terme, y compris la réduction permanente des émissions.

Les options de financement en cours de négociation entrent dans trois grandes catégories :

- **Liées au marché** – les crédits REDD sont vendus sur un marché du carbone distinct et – contrairement aux options basées sur le marché – ne compensent pas les objectifs pour les pays industrialisés de réduire leurs émissions. Parmi les exemples, citons le mécanisme de réduction des émissions de la déforestation tropicale (Tropical Deforestation Emissions Reduction Mechanism - TDERM)<sup>2</sup>, l'approche des marchés doubles<sup>3</sup> et la vente aux enchères des quotas d'émissions, comme le suggère la Norvège.<sup>4</sup>
- **Basées sur le marché** – les crédits REDD sont vendus comme n'importe quel autre crédit carbone sur les marchés mondiaux du carbone et peuvent donc être utilisés par les pays industrialisés pour réaliser leurs objectifs de réduction des émissions.
- **Basées sur un fonds** – créer un nouveau fonds spécialisé, par exemple dans le cadre de la CCNUCC (Convention Cadre des Nations-unies sur le Changement Climatique) qui pourrait contrôler l'affectation des fonds pour financer des actions qui réduisent les émissions de la déforestation. Les suggestions pour collecter des fonds comprennent des taxes et des impôts sur les activités intenses en carbone.

Cette note d'information se penche sur les deux premières options en étudiant les recherches réalisées récemment par des ONG, des instituts de recherche et le secteur privé. Dans leur ensemble, ces rapports s'accordent sur le fait que le commerce du carbone ne couvre qu'une partie de la totalité des possibilités de réduire les émissions. D'autres instruments politiques sont nécessaires en plus de ceux qui existent déjà, et les mécanismes basés sur le marché pourraient ne pas offrir la meilleure réponse pour réduire les émissions forestières en particulier. FERN pense que des actions pour réduire les émissions dans les forêts seraient plus efficaces avec des interventions plus directes comme le renforcement des lois existantes et des structures de gouvernance et en clarifiant les droits de possession des terres.

## Thèmes communs

Les trois principaux thèmes émergeant de la littérature sont :

**Offre excédentaire de crédits carbone** – Bien que les estimations varient, le Carbon Trust ayant démontré que les mécanismes Kyoto actuels excèdent déjà la demande jusqu'en 2020, il est clair que les mécanismes ne seront effectifs que si l'offre et la demande sont équilibrés. Le German Development Institute (DIE) estime qu'avec les faibles ambitions de réduction actuelles, les pays industrialisés pourront compenser la moitié de leurs émissions par le biais des marchés du carbone,<sup>5</sup> et les recherches de FERN étayaient cette donnée.<sup>6</sup> Les objectifs de réduction qui sont actuellement en discussion pour un accord climatique post-2012 ne sont pas assez ambitieux pour équilibrer l'offre et la demande, et les crédits carbone basés sur la forêt vont inonder le marché ou, si la vente des crédits carbone forestiers est limitée, les fonds générés seront insuffisants pour réduire significativement les taux de déforestation.

**Impact négatif sur les prix du carbone** – Les rapports conviennent tous que pour que les marchés du carbone soient efficaces, il faut que le prix du carbone soit fort



et stable, ce qui n'est pas encore le cas, sans compter les crédits provenant d'un futur mécanisme REDD. New Carbon Finance (NCF) et Greenpeace estiment que l'inclusion des crédits REDD diminuerait les prix du carbone et le Carbon Trust montre que pour que les marchés du carbone soient efficaces dans la promotion des innovations à faibles émissions de carbone, ils doivent se concentrer sur des secteurs avec une technologie mature et compétitive, et des réductions aisément quantifiables des gaz à effet de serre. Les forêts ne devraient pas en faire partie, le problème étant que ni la technologie ni les émissions des pertes forestières ne sont quantifiables au niveau de précision requis pour un système de comptabilisation du carbone.

### Des réponses politiques plus directes sont requises

– Malgré les efforts engagés actuellement pour créer des schémas et des mécanismes de financement pour régler le problème de la déforestation, NCF, Greenpeace et le Carbon Trust sont tous d'accord sur le fait que l'innovation à large échelle et les changements structurels requis pour régler le problème de la déforestation ne seront possibles qu'avec des instruments tombant en dehors de la portée des marchés du carbone.



Billes empilées en République Démocratique du Congo, qui détient l'une des plus grandes étendues forestières au monde.

Image: Filip Verbelen/Greenpeace

## Aperçu des rapports

**Le Carbon Trust – Une initiative du gouvernement britannique qui travaille avec les secteurs public et privé pour réduire les émissions de gaz à effet de serre par le biais de l'innovation et de l'investissement.**

Le rapport du Trust "Global Carbon Mechanisms: Emerging lessons and implications"<sup>7</sup> fournit un aperçu des mécanismes commerciaux du Protocole de Kyoto, concluant que les mécanismes du marché "constitueront un pilier central dans la réponse globale pour 2020, mais qu'ils ne sont pas suffisants à eux seuls pour promouvoir l'innovation au rythme ou à l'échelle requis pour les objectifs de réduction plus profonds et à plus long terme."<sup>8</sup> Le rapport révèle également que le Clean Development Mechanism (CDM) n'est efficace pour la réduction des émissions que dans des secteurs tels que l'approvisionnement énergétique, l'industrie et les déchets. D'autres politiques sont requises pour promouvoir l'innovation dans les transports, l'agriculture et le secteur forestier. Les barrières identifiées comme les risques perçus et les coûts élevés des transactions face aux incertitudes au niveau des mesures, sont clairement pertinentes quand on évalue l'efficacité du commerce du carbone pour financer les activités qui arrêtent la déforestation. Ignorer des données comme celle-là dans la conception d'un mécanisme conçu pour réduire les émissions de la déforestation et la dégradation des forêts compromettrait son efficacité.

Un autre point intéressant soulevé par le Trust est que les crédits des réductions d'émission escomptés par le biais du CDM et des projets de Joint Implementation (JI) seuls excèderont la demande globale durant la période actuelle d'engagement Kyoto (2008-2012) à cause des objectifs insuffisants et inférieurs à la demande escomptée. En d'autres termes, les marchés du carbone risquent déjà d'être inondés par les mécanismes existants de commerce du carbone. Les échanges de crédits des projets CDM devraient équivaloir à 10 pour cent des émissions industrielles du pays en 2013-2020. Ceci sans prendre en compte les crédits générés par les projets forestiers associés, qui pourraient potentiellement entraîner un afflux de plus de 1000MtCO<sub>2</sub> par an pour 2020<sup>9</sup> en crédits de réduction d'émissions.

Pour le Carbon Trust, la grande faiblesse dans les négociations actuelles est l'absence d'un processus internationalement accepté pour analyser le niveau d'offre rendu disponible par un mécanisme de vente face au niveau de la demande qui serait créée par les objectifs futurs d'émission. Une demande suffisante ne peut être créée que par des objectifs d'émission plus ambitieux dans les pays industrialisés, et rien n'indique à ce jour que le niveau des objectifs soit de nature à générer la demande nécessaire pour créer un autre marché d'échange de crédits via REDD.



Tandis que la plupart des militants forestiers se félicitent de voir que la déforestation reçoit la visibilité qu'elle mérite, ils sont également inquiets que l'augmentation de la valeur des forêts puisse aussi augmenter la fréquence des abus de droits fonciers.

Image: Filip Verbelen/Greenpeace

**New Carbon Finance (NCF) réalise des recherches et des analyses sur tous les marchés du carbone du monde dans le but de permettre aux clients de réaliser de meilleurs investissements et de prendre de meilleures décisions commerciales.**

Le rapport de NCF "The impact of forestry on the global carbon market" développe un modèle<sup>10</sup> qui calcule les coûts des opportunités et modèle une courbe d'offre future pour les crédits REDD sur base d'un scénario de référence associé aux taux historiques de déforestation ('ligne de base historique'). Leur rapport révèle que "un accès non restreint aux crédits forestiers pour la conformité post-2012 implique un risque considérable de chute des prix CER [Certified Emissions Reduction]."<sup>11</sup> Leur modèle suggère qu'un accès non restreint au marché pour les crédits REDD entraînerait une chute de 40 pour cent des prix CER en 2020. Il démontre que le secteur forestier a le potentiel de satisfaire largement la demande pour les échanges internationaux de crédits pour 2020, ce qui peut entraîner des risques pour la viabilité des autres mécanismes du marché du carbone (en particulier le CDM) bien que cela ne soit pas analysé ici.

Certains, comme l'Eliasch Review, ont conclu que ces problèmes pourraient être contrés en restreignant le nombre de crédits REDD sur le marché (appelés 'limites supplémentaires') pour prévenir un impact sur les prix du carbone.<sup>12</sup> Toutefois, l'analyse NCF montre que si des contraintes sont imposées à l'offre, l'impact sur les prix sera toujours une réduction de 25 pour cent, ce qui rendra difficile la réalisation des US\$100 par tonne que l'IPCC estime nécessaire pour que les signaux du prix du carbone déclenchent le niveau d'innovation requis pour limiter l'augmentation mondiale de la température à 2°C.<sup>13</sup> Le côté négatif d'une telle restriction de l'offre, c'est qu'elle génère moins de ressources pour combattre la déforestation et NCF estime qu'un 'résultat optimal' en termes d'utilisation des finances du secteur privé pour financer la protection de la forêt n'entraînerait que 5 pour cent de réduction de la déforestation en 2020.

**German Development Institute (DIE), un groupe de réflexion sur le développement qui cherche à concilier la recherche, la consultance et la formation professionnelle.**

DIE a publié un rapport 'REDD from an integrated perspective'<sup>14</sup> qui étudie l'impact potentiel des crédits REDD sur les marchés du carbone afin de vérifier les implications pour le climat, la biodiversité et l'équité. Le rapport révèle que l'intégration de REDD comme mécanisme d'échange peut entraîner une augmentation des émissions, ainsi qu'une réduction du prix du carbone, et induire un effet 'de blocage' au niveau de l'investissement dans la technologie intensive en carbone comme l'évoquent le Carbon Trust et Greenpeace. Alors que ces recherches démontrent que la demande des pays industrialisés en 2013-2020 serait suffisante pour absorber les crédits REDD, le système compromettrait sérieusement la réduction domestique dans ces pays "et entraînerait le monde sur une voie menant à un dangereux changement climatique." En effet, les calculs indiquent que les pays industrialisés pourraient compenser 24-69 pour cent de leurs émissions via le CDM et REDD (selon les objectifs de réduction des émissions et sans compter les crédits générés par les activités pour réduire la déforestation au Brésil), et donc en évitant les coupes domestiques requises pour que les émissions atteignent un pic vers 2015 afin d'éviter un dangereux changement climatique.

Le rapport conclut que l'intégration de REDD comme mécanisme d'échange sans risque de dépasser les 2°C nécessiterait un objectif de 38 pour cent de réduction des émissions par rapport aux niveaux de 1990 pour les pays industrialisés, ainsi qu'une réduction de 15 pour cent sur les émissions Business-as-Usual (BAU) dans les pays en développement. Tout résultat inférieur à celui-là (et les objectifs fixés actuellement sont bien inférieurs) nécessiterait une restriction du nombre de crédits REDD octroyés sur le marché, réduisant les moyens financiers nécessaires pour arrêter la déforestation, de sorte qu'un mécanisme de financement supplémentaire serait nécessaire.

## Greenpeace, un groupe d'activistes pour l'environnement travaillant sur des thèmes comme le changement climatique et la sauvegarde des forêts.

L'étude réalisée pour le compte de Greenpeace "The Economics of 2°C and REDD in Carbon Markets"<sup>16</sup> avait pour but de quantifier l'impact que les crédits générés par les activités de réduction de la déforestation auraient sur le marché du carbone. Les chercheurs ont modelé le marché mondial du carbone tel qu'il pourrait être en 2020, sur base d'une grande variété d'objectifs de réduction possibles dans les pays industrialisés et des ambitions nationales fixées actuellement à une réduction de 40 pour cent des niveaux de 1990. Malgré la grande variété, tous les scénarios incluant les crédits REDD sur les marchés du carbone occasionneraient une chute des prix du carbone de 60 à 75 pour cent. Leur recherche a montré qu'au lieu de forcer le prix élevé du carbone tel qu'il est requis pour déclencher les investissements dans les technologies à faible carbone, un mécanisme REDD basé sur le marché pousserait les pays – du Nord comme du Sud – à s'enfermer dans les technologies sales, comme les centrales énergétiques au charbon lors de la décennie suivante. Ceci augmenterait considérablement le coût général à long terme de la réponse au changement climatique, et réduirait les investissements à court et à moyen terme dans l'énergie propre, entraînant ainsi l'infrastructure énergétique dans les pays industrialisés et en développement sur une voie très intensive en carbone pour le prochain demi-siècle.

Etudiant le scénario de réduction le plus ambitieux modelé (40 pour cent d'objectif de réduction sur les niveaux de 1990 pour 2020), Greenpeace estime que l'introduction de crédits REDD sans restriction sur les marchés du carbone pourrait réduire la déforestation de 82 pour cent, bien que cela réduirait de moitié le prix du carbone et réduirait les transferts vers les régions CDM de 34 pour cent.<sup>17</sup> Ce qui aurait des implications significatives pour les flux financiers vers les pays en développement, la Chine seule perdant \$10-100 milliards par an au niveau des investissements dans l'énergie propre, selon les estimations.<sup>18</sup> Conformément aux données de NCF et DIE, Greenpeace estime que la restriction du nombre de crédits forestiers entrant sur le marché pour résoudre le problème affecterait la mesure dans laquelle la déforestation pourrait être réduite. Dans ce cas, un plafond permettant 20 pour cent des crédits REDD sur le marché du carbone ne réduirait la déforestation que de 16 pour cent pour 2020, en comparaison avec les 82 pour cent de réduction modelés dans le cadre du scénario non restreint.

L'énigme, ici, est que l'introduction des crédits REDD sur les marchés globaux du carbone réduit les coûts de mise en conformité pour les pays industrialisés (qui sinon augmenteraient avec des objectifs de réduction plus ambitieux) mais réduit également l'ampleur des coupes globales au niveau des émissions et réduit les flux financiers vers les pays en développement. Le rapport Greenpeace conclut que "parmi les options financières disponibles, l'inclusion directe des échanges de crédits forestiers sur les marchés du carbone impliquerait le plus grand risque pour le climat et les forêts," citant le danger des augmentations des émissions comme un résultat direct du commerce du carbone forestier.



Image: Filip Verbelen/Greenpeace

## Conclusion

L'examen des quatre rapports ci-dessus fait émerger un tableau très préoccupant. Il est clair que toute tentative de réduire la déforestation et la dégradation des forêts par le commerce des crédits de carbone permettant des réductions plus limitées dans les pays industrialisés :

- Augmenterait considérablement le risque d'un dangereux changement climatique sauf si les pays industrialisés s'engagent à procéder à des coupes significativement plus importantes dans les émissions à la table des négociations à Bonn et Copenhague que ce qu'ils ont indiqué jusqu'à présent;
- Pourrait enfermer le monde dans d'énormes investissements entre aujourd'hui et 2020 dans l'infrastructure énergétique intensive en carbone, ce qui générerait des émissions pour le prochain demi-siècle, malgré l'accord que les émissions globales doivent atteindre un pic vers 2015 et que les émissions de gaz à effet de serre doivent diminuer d'environ 80-90 pour cent vers le milieu du siècle.
- Pourrait offrir bien moins de bénéfices aux forêts ou au climat en comparaison avec des initiatives qui ne sont pas basées sur le financement par le commerce du carbone.

Tous ces rapports évoquent les difficultés à équilibrer l'offre et la demande de façon à ce que les deux évitent un crash du prix du carbone par l'inondation du marché du carbone avec des crédits REDD et génèrent en même temps un financement suffisant pour réduire significativement les taux de déforestation. Il vaut également la peine de noter que la quantité de crédits disponibles diffère considérablement selon qu'ils proviennent du mécanisme RED (déforestation uniquement) REDD (déforestation et dégradation des forêts) ou REDD+ (déforestation, dégradation des forêts, promotion de la conservation et la gestion durable des forêts et amélioration des stocks de carbone forestier).

La plupart de ces rapports considèrent l'impact des crédits de la réduction de la déforestation avec uniquement le modelage du rapport NCF comme le scénario le plus proche de REDD+, qui est l'option actuelle préférée dans

les négociations et qui donnera même davantage de crédits pour inonder potentiellement le marché. Greenpeace souligne que bien que la réduction du nombre de crédits REDD octroyés sur le marché du carbone pourrait d'une certaine façon corriger les déséquilibres entre l'offre et la demande, elle restreindrait aussi considérablement la mesure dans laquelle REDD peut réduire la déforestation. NCF conclut qu'une restriction très libérale sur l'offre (limite de 60 pour cent sur les crédits REDD) n'entraînerait qu'une réduction de 5 pour cent seulement des taux de déforestation pour 2020, ce qui signifie que l'équilibre offre/demande pourrait ne pas être possible dans ce contexte et que les forêts seraient mieux financées par d'autres moyens.

## Recommandations

- Afin de se concentrer sur la façon d'arrêter la déforestation et de réduire la dégradation forestière, les négociations internationales devraient envisager des mécanismes allant au-delà de ce que le commerce du carbone peut offrir. C'est seulement lorsque des activités claires et les interventions politiques les plus appropriées pour réduire les pertes forestières dans une région/un pays donnés auront été identifiées qu'un débat significatif sur les mécanismes de financement pourra avoir lieu.
- Des recherches sont nécessaires pour évaluer l'impact de l'offre et de la demande sur le succès des objectifs politiques, et pour explorer les interventions politiques directes les plus appropriées.
- Les politiciens doivent accepter que les crédits de carbone générés par les activités des projets liés aux forêts ne sont pas comparables en qualité aux crédits de carbone des projets des secteurs non forestiers et que les problèmes de mesure, d'additionnalité et de permanence demeurent.
- Rediriger l'effort en cours en vue de rendre le commerce du carbone efficace pour les forêts, en convenant de plans d'action clairs pour réduire les pertes forestières et ensuite discuter des besoins spécifiques en matière de financement.



## Endnotes

1. [http://www.fern.org/media/documents/document\\_4249\\_4252.pdf](http://www.fern.org/media/documents/document_4249_4252.pdf)
2. <http://www.greenpeace.org.uk/media/reports/tropical-rainforest-emissions-reduction-mechanism-term-a-discussion-paper>
3. Ogonowski et al (2007) Reducing Emissions from Deforestation and Degradation: The Dual Markets Approach. Centre for Clean Air Policy, Washington.
4. Norway's submission on Auctioning Allowances (September 2008) [http://unfccc.int/files/kyoto\\_protocol/application/pdf/norway\\_auctioning\\_allowances.pdf](http://unfccc.int/files/kyoto_protocol/application/pdf/norway_auctioning_allowances.pdf)
5. Schmidt, Lars (2009) REDD from an integrated perspective Considering overall climate change mitigation, biodiversity conservation and equity issues. German Development Institute/Deutsches Institut für Entwicklungspolitik (DIE), Bonn.
6. Reducing emissions or playing with numbers? EU Forest Watch, March, 2009. [http://www.fern.org/media/documents/document\\_4362\\_4368.pdf](http://www.fern.org/media/documents/document_4362_4368.pdf)
7. The Carbon Trust (2008) Global Carbon Mechanisms: Emerging lessons and implications. The Carbon Trust, UK.
8. Ibid, p 3
9. Parpia, Aimie (2009) The impact of forestry on the global carbon market. New Carbon Finance: London, UK. p 6
10. Ibid
11. Ibid, p 8
12. Eliasch (2008) Climate Change: Financing Global Forests (Eliasch Review) UK Office of Climate Change.
13. IPCC Working Group III, Chapter 3: Issues related to mitigation in the long term context. p 205
14. EDF (2009) Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation in Developing countries (REDD): Implications for the Carbon Market.
15. Schmidt, Lars (2009) REDD from an integrated perspective Considering overall climate change mitigation, biodiversity conservation and equity issues. German Development Institute/Deutsches Institut für Entwicklungspolitik (DIE), Bonn.
16. Greenpeace (2009) The Economics of 2°C and REDD in Carbon Markets: Greenpeace summary of KEA3 report.
17. Livengood and Dixon (2009) REDD and the effort to limit global warming to 2°C: Implications for including REDD credits in the international carbon market. Prepared for Greenpeace International by KEA 3: Wellington, New Zealand. p 12
18. Ibid
19. Greenpeace (2009) The Economics of 2°C and REDD in Carbon Markets: Greenpeace summary of KEA3 report.

### Pour plus d'informations, veuillez contacter FERN:

1C Fosseyway Business Centre  
Stratford Road  
Moreton-in-Marsh, Gloucestershire  
GL56 9NQ UK  
t +44 (0)1608 652 895  
f +44 (0)1608 652 878

26 Rue d'Edimbourg  
B-1050 Bruxelles  
Belgique  
t +32 (0)2 894 4690  
f +32 (0)2 894 4610

e [info@fern.org](mailto:info@fern.org)

Pour plus de briefing notes sur REDD et d'autres sujets, visitez  
<http://www.fern.org>

Cette note d'information a été préparée grâce au soutien financier de la Communauté Européenne. Cependant, les points de vue exprimés n'impliquent l'expression d'aucune opinion de la part des donateurs. La Commission Européenne n'est pas responsable pour toute utilisation de l'information contenue dans cette note d'information.

